



## Le dialogue social, en marche ?

Le **19 janvier 2017**, les syndicats **CFE CGC, FO et UNSA** avaient interpellé M. Alain FONTANEL, Vice-Président chargé du personnel, quant à la **non-transmission** de documents intersyndicaux.

La situation n'ayant pas évolué depuis, les mêmes syndicats l'ont relancé par message du **13 mai 2017**.

Certes, les **documents CHSCT** nous sont bien **transmis** dorénavant (*il manque toutefois les documents correspondant aux CHSCT intermédiaires entre celui du 5 juillet 2016 et celui du 12 janvier 2017*).

Mais, aucun des autres documents indiqués dans le message du 19 janvier 2017 ne nous a été transmis (*temps de travail, chèques-vacances, régime indemnitaire, etc...*).

Et, depuis, de nouveaux documents intersyndicaux ne nous ont pas été transmis.

Une réunion «**Agenda social**» a enfin été programmée pour le **3 juillet 2017**. La précédente remontait au **20 septembre 2016**, il y a **plus de 9 mois**.

Il est pourtant stipulé dans le **protocole d'accord sur le droit syndical du 1er juin 2015** :

*«Deux réunions annuelles, présidées par le Vice-président en charge de la gestion du personnel, se tiennent en présence de l'ensemble des organisations syndicales.»*

Si une **concertation** avait été **engagée** sur l'immeuble **38 RH** avec l'**ensemble des organisations syndicales** de l'**Eurométropole de Strasbourg**, il est très probable que de **nombreux couacs** auraient été **évités**.

Nous notons aussi que la dernière réunion intersyndicale avec le Maire et le Président a eu lieu le **21 janvier ... 2016**.

Au sein de l'**Eurométropole de Strasbourg**, le **dialogue social** n'est toujours **pas en marche** !

Bonnes vacances !



### CONTACTEZ-NOUS :

#### IMMEUBLE DE LA BOURSE

1, Place De Lattre De Tassigny - 67076 STRASBOURG Cedex



Tél. : 03 68 98 80 95

E-mail :

fo.syndicat@strasbourg.eu

Site : <http://fo67cus.fr/>



Tél. : 03 68 98 70 29

E-mail :

unsa.syndicat@strasbourg.eu

Site : <http://unsacus.e-monsite.com/>

# Sécurité renforcée dans les écoles

Lors de la rencontre trimestrielle du **19 mai 2017**, la Direction de l'Enfance et de l'Education a informé les syndicats **FO** et **UNSA** de l'installation d'un **système d'alerte** (avec boutons d'alarme fixes et mobiles) dans les **écoles de Strasbourg**.

L'actionnement d'un bouton d'alarme déclenchera simultanément deux actions :

- le retentissement d'une sirène,
- un appel auprès du CSV (*centre de supervision*), qui alertera la police municipale.

Une **expérimentation** sera menée dans **6 écoles** dès la **rentrée prochaine**.

Toutes les écoles devraient être équipées d'ici **2019**.

Ce **renforcement de la sécurité** dans les écoles répond à une **demande forte** de nos **deux syndicats**.

## Avancement du grade C1 au grade C2

Le décret n° [2017-715](#)  du **2 mai 2017** modifiant le décret n° [2016-596](#) du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale a été publié au Journal Officiel du **4 mai 2017**.

Il modifie les conditions d'avancement aux grades relevant de l'échelle de rémunération C2 (*adjoint administratif principal de 2ème classe, adjoint technique principal de 2ème classe, adjoint du patrimoine principal de 2ème classe, adjoint d'animation principal de 2ème classe, ....*).

Il est entré en vigueur le **5 mai 2017**.

Le décret **supprime la proportion** des **avancements du grade C1 au grade C2** entre la réussite à un **examen professionnel** et l'**avancement au choix**.

Dans le cadre de la Commission Administrative Paritaire "Promotions 2017" de catégorie C du 13 décembre 2016, aucun adjoint administratif de 2ème classe (*maintenant, adjoint administratif*) n'avait pu bénéficier d'une promotion, tous les lauréats de l'examen professionnel ayant été nommés dans le cadre des promotions 2016.

Ce genre de situation ne se reproduira plus.



Dès que vous rencontrez cette icône, vous pouvez vous rendre sur nos sites internet et cliquer sur le lien proposé dans le journal en ligne pour consulter le texte.

## Point d'étape sur le projet «repositionnement»

L'administration a présenté le **11 avril 2017** un **point d'étape** sur le projet "**repositionnement**".

Les **métiers à fort redéploiement** sont : agents d'entretien, métiers de la comptabilité, agents des médiathèques, ASVP (*agents de surveillance de la voie publique*), agents-es des bains municipaux,...

**2016** a été une **année de montée en charge** :

- 117 agents-es accompagnés-es par les conseillères mobilité-carrière au 31 décembre 2016 dont **89** relèvent du **dispositif ASPL** (*Avenir du service public local*),
- 102 nouvelles situations prises en charge en 2016 dont **85** relèvent du **dispositif ASPL**,
- 34 agents-es sont sortis-es du dispositif en 2016 dont **7** relevant du **dispositif ASPL** repositionnés-es sur des postes en 2016.

Pour l'administration, **2017** serait une **année de montée en puissance** : **6 sorties positives** prévues ou réalisées pour les **agents-es** relevant du **dispositif ASPL**.

Mais, il est à noter la **très faible proportion d'agents-es** relevant du **dispositif ASPL** qui ont été **repositionnés-es**.

Sur **85 agents-es** pris-es en charge en 2016, **7** ont été **repositionnés-es** en **2016** et le **repositionnement de 6 agents-es** est acté ou prévu au **premier trimestre 2017**. Alors que d'autres agents-es vont rentrer dans le dispositif en **2017** (*les suppressions de poste vont continuer*).

L'administration n'a visiblement toujours pas pris la mesure des moyens à mettre en œuvre pour repositionner (*reclasser*) les collègues dont le poste a été supprimé ou va être supprimé.

Quand la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (**GPEC**) sera-t-elle **mise en place** au niveau de l'**Eurométropole** ?



## Plan travail et fortes chaleurs

Au niveau de l'**Eurométropole de Strasbourg**, le **plan travail et fortes chaleurs** se substitue cette année au plan travail et canicule en vigueur les années précédentes.

Les **mesures** à mettre en œuvre sont **identiques**, mais les **seuils** et les **modalités** de déclenchement du **plan** sont **assouplis**.

Les **mesures** sont **toutes mises en œuvre** dès que les **températures diurnes** sont **supérieures à 30° C** (*ancien seuil de déclenchement : 3 jours successifs des températures de 34°C à l'ombre et une température nocturne supérieure à 19°C*).

Durant la période du **1er juin au 1er septembre 2017**, ce sont les **chef-fes de service** qui pourront mettre en œuvre l'ensemble des mesures, après validation de leur directeur-trice.

Notamment les mesures concernant l'**adaptation des horaires**, qui, les années précédentes, restaient liées à une décision préalable de la Direction Générale.

## Télétravail

Les syndicats **FO** et **UNSA** avaient exprimé leur **désaccord** avec la **limitation du nombre des nouveaux-elles télétravailleurs-leuses** par l'instauration d'un **quota annuel de 100**, pour raison budgétaire.

Pour **2017**, il y a eu près de **250 préinscriptions** pour 100 places.

**60 % des demandes** seront donc **rejetées**, après la réunion de la deuxième quinzaine de juillet 2017 du comité de suivi.

**Tous-tes les agents-es** - dont les activités permettent l'exercice du télétravail - doivent avoir la **possibilité de télétravailler**, sans attendre.

## Réunion d'information syndicale à la DEE

Les syndicats **FO** et **UNSA** organisent le **mardi 11 juillet 2017 de 11h00 à 13h00** une **réunion d'information syndicale** à l'intention des agents de la Direction de l'**Enfance** et de l'**Education**.

La réunion se tiendra dans la **salle B** de la **Maison des Syndicats**.

## Nouveaux horaires de travail au standard

Le **18 avril 2017**, les syndicats **FO, SUD et UNSA** ont adressé le message suivant à l'administration :

*«Nous avons rencontré ce matin les agents-es du standard téléphonique.*

*En accord avec eux-elles, nous demandons que les horaires de travail soient plus adaptés à l'ouverture du standard téléphonique.*

*Nous considérons qu'il y a lieu de prévoir pour l'horaire H1 une anticipation d'un quart d'heure le matin (donc, avec une prise de service à 7h45) et pour les horaires H2 et H3 une extension de 5 minutes en fin de journée (donc, avec une fin de service à 17h35).*

*Les anticipations et les extensions seraient à comptabiliser sur les compteurs de récupération.*

*Par ailleurs, nous tenons à insister sur le désaccord des agents-es avec l'horaire H3. Nous déplorons l'absence de concertation sur les horaires de travail.*

*Il apparaît qu'une soixantaine de fiches de renseignement à destination des agents-es du pré-accueil aurait été établie pour l'ensemble des services affectés au 38 RH.*

*Nous souhaitons que ces fiches de renseignement nous soient communiquées.»*

## Mutuelles

Le **23 mai 2017**, les syndicats **CFE CGC, FO, SPT 67, SUD et UNSA** ont adressé le message suivant à M. Pierre LAPLNE, Directeur Général des services :

*«Il y a près d'un an, dans le cadre de l'agenda social du 22 juin 2016, il avait été décidé qu'un état des lieux de fonctionnement des mutuelles (participation «employeur», prestations, permanences) serait produit.*

*Depuis lors, et malgré plusieurs relances, nous n'avons obtenu aucune information quant à l'état d'avancement de ce dossier.*

*Des collègues nous interpellent très régulièrement sur leur situation individuelle.*

*Nous insistons pour qu'une réponse nous soit enfin donnée sur l'avancée de vos travaux.»*

**La première relance** avait été faite après de la DRH le **19 octobre 2016** : nous avons reçu une réponse d'attente. **La deuxième relance**, en date du **17 janvier 2017**, est restée sans réponse.

# PMA : Autorisations d'absence

Par message du **24 avril 2017**, les syndicats **FO** et **UNSA** ont demandé que les dispositions de la **circulaire du 24 mars 2017** relative aux **autorisations d'absence** dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation (**PMA**) fassent l'objet d'une **note à tous-tes les agents-es**.

La **circulaire**  permet aux **employeurs publics** d'accorder aux **agents publiques**, ainsi qu'à leurs **conjoints**, des **autorisations d'absence** pour les **actes médicaux** nécessaires à l'assistance médicale à la procréation (**PMA**), à l'instar de ce que prévoit le droit du travail pour les salariés du secteur privé.

Voici la réponse qui nous a été apportée par la DRH le **17 mai 2017** :

"Après vérification juridique quant à la possibilité d'intégrer «mécaniquement» ou pas cette autorisation spéciale d'absence à notre règlement intérieur, il s'avère qu'une délibération serait nécessaire, quand bien même la circulaire du 24 mars 2017 (qui n'a pas ou peu de valeur normative) nous y incite.

Néanmoins, compte tenu du projet de réforme du temps de travail en cours et dans l'attente de la refonte complète du règlement afférent, la mise en œuvre de cette autorisation spéciale d'absence a été proposée par le biais d'une note aux agent-es, à la signature de M. LAPLANE, selon les préconisations indiquées dans la circulaire du 24 mars 2017.

Sous réserve d'un retour favorable, nous ferons suite aux demandes, y compris celles déjà engagées."

C'est chose faite : la **Note aux agent-es n° 029 du 24/05/2017** a pour objet les **autorisations d'absence** pour les **femmes** engagées dans un parcours de procréation médicalement assistée (**PMA**) et leur **conjoint-e**.

## Revalorisation de la filière sociale

Au Journal Officiel du **10 mai 2017** ont été publiés **6 décrets** du **9 mai 2017** relatifs aux **assistants socio-éducatifs**, aux **éducateurs de jeunes enfants** et aux **conseillers socio-éducatifs** :

- décrets n° **2017-901**, n° **2017-902**, n° **2017-903**, n° **2017-904**, n° **2017-905** et n° **2017-906**.

Les **cadres d'emplois** des **assistants territoriaux socio-éducatifs** et des **éducateurs de jeunes enfants** relèveront de la **catégorie A** à compter du **1er février 2018**.

# Arrêtés, décrets et ordonnances

● **Attachés de conservation du patrimoine et bibliothécaires** (9 avril 2017)

**Décret n° 2017-502 du 6 avril 2017** 

modifiant les **dispositions statutaires**

**Décret n° 2017-503 du 6 avril 2017** 

modifiant l'**échelonnement indiciaire**

● **Mobilité** (12 avril 2017)

**Ordonnance n° 2017-543 du 13 avril 2017** 

portant **diverses mesures** relatives à la **mobilité** dans la **fonction publique**

● **Référent déontologue** (12 avril 2017)

**Décret n° 2017-519 du 10 avril 2017** 

relatif au **référent déontologue** dans la **fonction publique**

● **Psychologues territoriaux** (15 avril 2017)

**Décret n° 2017-545 du 13 avril 2017** 

modifiant le **statut particulier** du cadre d'**emplois**

**Décret n° 2017-546 du 13 avril 2017** 

modifiant l'**échelonnement indiciaire**

● **Conserveurs du patrimoine, conservateurs des bibliothèques, médecins, biologistes, vétérinaires et pharmaciens** (16 avril 2017)

**Décret n° 2017-555 du 14 avril 2017** 

modifiant les décrets portant **statut particulier** des **cadres d'emplois**

**Décret n° 2017-557 du 14 avril 2017** 

modifiant les décrets portant **échelonnement indiciaire**

● **Administrateurs, ingénieurs en chef et emplois fonctionnels de direction** (16 avril 2017)

**Décret n° 2017-556 du 14 avril 2017** 

portant modification des **dispositions statutaires**

**Décret n° 2017-558 du 14 avril 2017** 

modifiant les **dispositions indiciaires**

● **Assistants d'enseignement artistique** (29 avril 2017)

**Décret n° 2017-664 du 27 avril 2017** 

modifiant les **modalités d'organisation** des **concours** et d'un **examen professionnel**

**Arrêté du 27 avril 2017** 

fixant le **programme** des **épreuves** des **concours** d'accès au cadre d'**emplois**

● **Déroulement de carrière sur deux grades** (4 mai 2017)

**Décret n° 2017-722 du 2 mai 2017** 

relatif aux **modalités d'appréciation** de la **valeur** et de l'**expérience professionnelle** de certains **fonctionnaires** éligibles à un **avancement de grade**